

de juillet. Et il signifiait qu'on allait entreprendre une opération qui ne figurait pas dans les instructions établies en 1515.

Bien que B.G. porte grand soin à fixer les repères chronologiques, les inconséquences ne sont pas rares sous sa plume. Ce n'est pas à la mi-décembre 1515, au lendemain de son arrivée à Kamarān, que Ḥusayn envoie des vivres à al-Ḥudayda (p. 8), mais au milieu de *dū l-hiġġa* / mi-janvier 1516 (Abū Maḥrama / Schuman, p. 18). La nouvelle de la bataille de Raydaniyya, du 22 janvier 1517, ne pouvait être connue au Hedjaz « vers la fin de janvier » (*sic*, p. 14, et p. 86 n. 98) voire au « début de février » (p. 18).

Après l'échec d'Aden, les forces « mamloukes » en mer Rouge se componaient du corps demeuré à Zabīd, sous les ordres d'un certain Barsbāy, et de celles de Ḥusayn et de Selman, lesquels remontèrent séparément vers Djedda. « Il n'apparaît pas que le moindre contact s'établît par la suite entre ces deux éléments de l'expédition » assure B.G. (p. 9, répété p. 11). Si l'on peut mettre en doute la coordination des mouvements du groupe de Zabīd avec ceux de la force navale (encore que les sources portugaises aussi bien que Abū Maḥrama la donnent pour certaine), il est par contre indubitable que Barsbāy, qui avait entamé une descente vers le sud, rencontra Ḥusayn lorsque celui-ci, sur le chemin du retour, fit escale à Moka. La mention en figure expressément dans Abū Maḥrama (tr. Schuman, p. 26), une des sources consultées par B.G. (Elle se lit également chez Ibn al-Dayba^c, *al-Fadl al-mazid*, éd. Chelhod, p. 367 et 360.)

N'allongeons pas une liste si malheureusement probante. La traduction, utile, des rapports de Selman Re'sis (p. 32-40; ne pas tenir compte de la n. 216 : un *śāhi* était un « bateau du roi »), le tableau des forces au départ de la deuxième expédition (p. 6-7), une juste appréciation de l'absence de desseins indiens de la part de Selim I^{er} (p. 19-20) ne sauvent pas un ensemble de déficiences méthodologiques et d'erreurs, dans lequel l'hypothèse rhétorique se substitue sans cesse à l'esprit des textes, et où le détail factuel, bien moins sûr qu'il ne semble, est le plus souvent mal interprété, quand il l'est.

Jean AUBIN
(E.P.H.E./E.H.E.S.S., Paris)

Geoffrey PARKER, *The military revolution. Military innovation and the rise of the West, 1500-1800*. Cambridge University Press, 1988. xvii + 234 p., 5 plans ou graphiques, 2 cartes, 39 ill., index.

Connu par des travaux de premier ordre sur les Pays-Bas espagnols, un des grands théâtres de la guerre aux XVI^e-XVII^e siècles, l'auteur vise, dans ce volume judicieusement illustré, à comprendre par quels moyens l'Occident acquit entre 1500 et 1800 35 % déjà de la surface du monde. Après avoir analysé la révolution de l'art militaire, terrestre (ch. 1 et 2) et naval (ch. 3), qu'à connue l'Europe dans cette période, il reprend le thème abordé naguère par Carlo M. Cipolla (*Guns and sails in the early phase of European expansion 1400-1700*, Londres, 1965, p. 90-131) de l'imitation ou du refus de ses acquis par d'autres civilisations. Le mérite d'un tel genre d'ouvrage est d'exercer la réflexion comparatiste plutôt que d'apporter du nouveau dans les domaines particuliers. L'intérêt de celui-ci pour la partie qui concerne le monde non-européen

(quelques pages du ch. 3 et le ch. 4, « The military revolution abroad », p. 115-145) est dans le rapprochement d'informations tirées d'un éventail de lectures hors du commun (cf. l'annotation, p. 155-216). L'auteur distingue trois aires extra-européennes où les données nouvelles de la guerre qu'il élabore l'Occident reçoivent un accueil contrasté : en Amérique, Sibérie, Afrique noire, Asie du Sud-Est, des peuples incapables d'*adopter* la technologie militaire occidentale ; l'Islam, qui ne peut l'*adapter*, semble-t-il, à son système préexistant ; l'Asie orientale qui le peut, tout au moins dans un premier temps, car on y connaissait déjà les règles du jeu (p. 136).

C'est faire la part belle au Japon, où l'emploi de l'arme à feu devient interdit au XVII^e siècle, et même à la Chine, qui manquera le passage à la modernité, aux dépens d'un Empire ottoman auquel l'auteur s'intéresse peu (p. 87-89, 126-128), moins qu'aux pays de l'Inde (p. 104-108, 128-136) et dont l'évolution est à tout prendre identique. Les grandes victoires qui marquent son ascension sont des victoires de l'artillerie, et s'il ne sut pas se doter d'un parc de pièces de campagne légères ni modifier la tactique qui lui avait valu des succès, il ne sera définitivement surclassé qu'à la fin du XVII^e siècle. Les troupes de Soliman le Magnifique frappaient par leur ordre impressionnant ; des observateurs du XVII^e siècle jugeront que l'armée turque est inférieure en ordre et en discipline (cf. p. 128), tout autant qu'en équipement technique.

D'un bout à l'autre du monde islamique, dans des sociétés musulmanes de structures diverses, une même constatation vient sous la plume des historiens : l'emploi de l'artillerie ou du fusil (au sens générique) n'est pas inconnu, ce dernier est même très répandu (ainsi dans l'Empire ottoman, cf. H. Inalcik, « The socio-political effects of the diffusion of fire-arms in the Middle East », dans V.J. Parry et M.E. Yapp, éd., *War, technology and society in the Middle East*, Londres 1975 [p. 195-217], p. 201-202 ; voire en Iran, où des centres de production d'arcs se transforment en centres de fabrication de *tofang-e ferengi*), mais la révolution militaire ne prend pas. Pour ne rien dire du cas limite des khanats, marginaux du Turkestan, Andrew C. Hess (*The forgotten frontier. A history of the sixteenth century Ibero-African frontier*, Chicago-Londres 1978, p. 53) l'a noté pour le Maghreb, et Parker groupe des références probantes pour l'Insulinde. Subrahmanyam (« The Kagemucha effect. The Portuguese, fire-arms and the state in early modern South India », dans *Moyen-Orient et océan Indien*, IV [1987], 1988, p. 97-123) relève qu'en Inde du Sud, en dépit de la prolifération des armes elles-mêmes, l'usage effectif des armes à feu reste limité ; il rejoint l'observation de G. Parker (p. 121), selon laquelle le flux d'armes à feu européennes dans l'Afrique sub-saharienne n'a pas eu d'impact sur les techniques militaires africaines.

On sait le rôle joué, dans ce transfert de technologie mis en échec par des pesanteurs de civilisation, par des transfuges d'un monde autre, « Andalous » au Maroc, gens du nord parmi les Barbaresques, « Allemands » et Hongrois chez les Ottomans, Portugais dans les pays de l'océan Indien. Les sources concordent d'autre part à dénoncer le caractère non chevaleresque de l'arme qui tue à distance ; aussi est-elle servie par la catégorie, inférieure, des combattants à pied. La thèse classique de D. Ayalon, *Gunpower and fire-arms in the Mamluk kingdom. A challenge to medieval society*, Londres 1956, est abondamment confirmée. Le facteur technologique, réel, n'est toutefois qu'explication partielle. S. Subrahmanyam considère à son tour qu'il s'agit d'un phénomène de mentalité, de l'ordre du social. L'avortement ou le refus de l'évolution militaire n'est qu'un aspect des blocages qui entravent le passage à un État de type moderne.

Inversement, il conviendrait de s'interroger sur les effets négatifs que le retard technologique ou tactique de l'Islam a pu avoir sur le développement de l'art militaire en Europe. À la différence de l'Espagne, qui a été à l'école des guerres d'Italie, le Portugal, resté depuis le XV^e siècle à l'école des coups de main de la guerre marocaine, n'aura qu'une infanterie dérisoire, et l'introduction en Inde de formations « à la suisse », n'y aura pas de résultat, car maladroite : cf. J. Wicki, « Die 'Suica' als besondere militärische Fusstruppe in Portugiesisch Asien » dans *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 52 (1958), p. 183-188, repris dans Wicki, *Missionkirche in Orient*, Immensee, 1976, p. 82-88, et J. Aubin, *Le capitaine Leitão*, dans *Revista da Universidade de Coimbra*, 29 (1953) [p. 87-152], p. 92-95.

Les enseignements de deux siècles de combats entre Ottomans et Impériaux sur le front danubien ont suscité, du XVI^e au XVIII^e siècle, une très abondante littérature. On peut regretter que G. Parker, historien très informé et très entraîné aux visions d'ensemble, soit resté silencieux sur le sujet (les noms de Montecuccoli et de Marsigli ne figurent pas à l'index des auteurs cités). L'article du très savant spécialiste qu'était V.J. Parry sur « La manière de combattre » (dans Parry et Yapp éd., *op. cit.*, p. 218-256) reste l'introduction la plus riche en faits et en suggestions (cf. aussi M. Bak et Béla Kiraly, *From Hunyadi to Rákóczi. War and society in late Medieval and early modern Hungary*, Brooklyn, 1982).

L'ouvrage de G. Parker s'arrête au seuil du XIX^e siècle, qui vit naître des desseins de réformes militaires, avec le concours de conseillers européens, en Turquie, en Égypte, en Perse. Le succès limité ou contrarié (Turquie, Égypte) de ces tentatives, et *a fortiori* leur côté caricatural (Iran) illustrait, alors que l'Occident n'était encore qu'au seuil de l'ère industrielle, le lien existant entre la nature de l'État et sa capacité à opérer « la révolution militaire ».

Jean AUBIN
(E.P.H.E./E.H.E.S.S., Paris)

Meir ZAMIR, *The Formation of Modern Lebanon*. Londres, Croom Helm, 1985. 311 p.

Yehoshua PORATH, *In Search of Arab Unity*. Londres, Frank Cass, 1986. 376 p.

William L. CLEVELAND, *Islam against the West, Shakib Arslan and the Campaign for Islamic Nationalism*. Austin, University of Texas Press, 1985. xxii et 224 p.

Le livre de Meir ZAMIR est une analyse du rôle de la France dans la formation du Grand Liban en 1920 et dans les premières années du nouvel État. Dès la préface, il expose sa thèse essentielle : les circonstances de l'émergence de cette entité politique sont fondamentales pour comprendre l'échec de l'État libanais contemporain. Reprenant un cliché historique éculé que bien des historiens israélites ont pourtant contribué à condamner, il affirme que la province autonome du Mont Liban était une exception à l'intérieur d'un régime ottoman arriéré et corrompu. Plus heureusement, il fait un rappel historique sur la période d'avant 1914 caractérisée par l'émergence d'une conscience nationale libanaise étroitement identifiée à la communauté maronite dominante dans la Montagne et qui, depuis longtemps, a cherché le soutien de la France pour contrebalancer le poids des autorités ottomanes.